

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUILLET 1921.

PROJET DE LOI SUR LES RÉQUISITIONS MILITAIRES.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour but de mettre à jour, de préciser et de compléter la loi du 14 août 1887 relative au « logement des troupes en marche et en cantonnement et aux prestations militaires ».

La loi de 1887 avait été conçue dans un esprit très large; le projet actuel conserve la forme et les dispositions de cette loi.

Tenant compte de l'expérience de la guerre, le projet réalise notamment les améliorations suivantes :

1° Avantages au point de vue militaire.

La loi de 1887 précisait les réquisitions qui pouvaient être exercées en temps de guerre.

Les dispositions prévues à l'article 4 de cette loi sont devenues insuffisantes : il faut que l'armée puisse dès que la mobilisation est décrétée, obtenir *moyennant* indemnité, tout le personnel, les animaux et le matériel de toutes espèces nécessaires pour la compléter et pour l'entretenir sur le pied de guerre.

Il y a lieu de tenir compte, en outre de certaines circonstances où une partie de l'armée peut se trouver dans la nécessité de recourir aux réquisitions comme en temps de guerre.

L'article 6 de la loi de 1887 énumérait les conditions dans lesquelles ces réquisitions pouvaient s'opérer et l'article 55 de l'arrêté royal réglant l'exécution de la loi précisait les époques assimilées au temps de guerre en vertu de l'article 6 de la loi.

Dans la situation actuelle, il faut prévoir en outre les circonstances où nous aurions à accomplir des obligations résultant des Traités, l'exécution de certains

travaux et de mesures intéressant la défense du pays ou pour tout autre motif d'ordre militaire.

Ces époques qui ne peuvent être fixées à priori, seront déterminées de commun accord par les Ministres de la Défense nationale et de l'Intérieur qui en avertiront les autorités civiles et militaires.

L'article 7 du projet est rédigé dans cet esprit :

2° Avantages au point de vue civil.

S'il est de toute évidence que, en temps de guerre l'autorité militaire doit pouvoir disposer de tout ce qui lui est nécessaire pour assurer la défense victorieuse de la Patrie, il faut cependant que les réquisitions soient opérées de manière à ne pas ruiner la vie du pays et à ne pas léser les intérêts des particuliers.

Le projet actuel consacre ces principes.

En effet :

1° En ce qui concerne les établissements industriels privés, mines, minières, carrières, etc... dont l'armée devra disposer si un conflit devait encore éclater, il est prévu à l'article 4 qu'un arrêté royal pris sur la proposition du Ministre de la Défense nationale et des Ministres compétents en matière industrielle (Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et Ministre des Affaires Économiques) déterminera les conditions et réquisitions.

2° L'article 4 comprend une disposition qui a pour effet de ne pas priver les citoyens des moyens de subsistance, de chauffage, de couchage et de vêtements de toute espèce.

3° L'article 6 prévoit qu'un arrêté royal déterminera les autorités ayant droit de réquisition.

Les réquisitions illégales ne seront donc pas à craindre et des sanctions sont prévues pour ceux qui abuseraient du droit de réquisition.

4° Des mesures sont prévues pour que la liquidation des indemnités soit effectuée dans les délais les plus courts.

Il a été constaté, à maintes reprises, pendant la campagne, que des causes matérielles (éloignement du cantonnement de l'unité, absence du fonctionnaire communal chargé de recevoir, départ précipité de l'unité dans la nuit, etc.), empêchent un commandant d'unité de payer les indemnités dues pour ses réquisitions. Il en est résulté des réclamations, il y a eu doubles paiements, etc. Il a été reconnu qu'il était préférable d'adopter un principe simple « L'autorité militaire se borne à remettre un ordre de réquisition et à délivrer un reçu. Ce reçu est transmis par l'Administration communale au Ministère de la Défense nationale qui paye les intéressés. »

En outre, il est désirable, en vue de hâter les liquidations de réquisitions, d'adopter deux espèces d'états de réquisitions, un pour les réquisitions usuelles et qui seront tarifées par un arrêté royal pris en exécution de l'article 6 de la loi et un pour les réquisitions non tarifées.

ANNEXE AU N° 484.**BIJLAGE VAN N° 484.**

Projet de loi sur les réquisitions militaires.

Wetsontwerp op de militaire opeischingen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté en Notre Nom aux Chambres Législatives.

CHAPITRE PREMIER.

Des réquisitions en temps de paix.

ARTICLE PREMIER.

En temps de paix, lorsque les troupes en marche ou en cantonnement ne peuvent être logées dans les bâtiments affectés au casernement, les habitants sont tenus de pourvoir au logement avec ou sans nourriture des officiers, sous-officiers, soldats et animaux de l'armée, et des civils qu'elle emploie.

Les communes devront fournir :

1° Les locaux avec ameublements nécessaires aux repas des officiers ainsi qu'aux cuisines des officiers et de la troupe.

2° Les locaux nécessaires aux bureaux des États-Majors, des Chefs de Corps et

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Landverdeliging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorgesteld worden.

EERSTE HOOFDSTUK.

Over de opeischingen in vreedstijd.

ARTIKEL ÉÉN.

In vreedstijd, wanneer de op marsch zijnde of in kantonement liggende troepen geen onderkomen kunnen krijgen in de kazerngebouwen, zijn de inwoners er toe gehouden te voorzien in de huisvesting, met of zonder voeding der officieren, onderofficieren, soldaten en dieren van het leger, en van de burgers die er werkzaam bij zijn.

De gemeenten moeten bezorgen :

1° De lokalen met de meubelen noodig voor de eetmalen der officieren, evenals voor de keukens voor de officieren en voor den troep ;

2° De lokalen noodig voor de bureaulen der staven, korps- en dienstoversten

de service et aux corps de garde ainsi que les salles de détention.

3° Les terrains nécessaires pour parquer le matériel accompagnant les troupes.

Ces trois dernières fournitures ne donneront lieu à aucune indemnité si les locaux et terrains dont il s'agit sont propriétés communales, provinciales ou de l'État.

ART. 2.

Sont assimilés aux troupes en marche :

1° Les miliciens dirigés sur les corps et services pour être remis à l'autorité militaire.

2° Les militaires isolés munis d'un ordre de marche ou d'un ordre de mutation.

3° Les hommes qui se rendent en congé illimité ou qui rentrent sous les drapeaux.

4° Les troupes dont le concours a été réclamé pour effectuer des travaux d'intérêt général en cas de sinistre ou d'accident (incendie inondation, etc....) Le commandant de ces troupes a également, sous sa responsabilité le droit de réquisitionner sur place en cas d'urgence, les outils, les matériaux et les auxiliaires nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

5° Les reconnaissances d'officiers de toute espèce prescrites par décision ministérielle.

ART. 3.

Le Ministre de la Défense Nationale peut requérir moyennant indemnité l'occupation :

a) En cas de manœuvres d'ensemble :

1° Des terrains libres de cultures,

en voor de wacht- en opsluitingszalen ;

3° De terreinen noodig om het materieel te parkeeren dat de troepen meevoeren.

Deze drie laatste verstrekkingen geven geen aanleiding tot vergoeding wanneer de terreinen of de lokalen, waarvan sprake, gemeente-, provincie- of Staatseigendom zijn.

ART. 2.

Worden met de op marsch zijnde troepen gelijkgesteld :

1° De miliciens die naar de korpsen en diensten afreizen om aan de militaire overheid overgeleverd te worden ;

2° De militairen die alleen reizen met een marsch- of overplaatsingorder ;

3° De mannen die naar huis gaan met onbepaald verlof of die terug binnenkomen.

4° De troepen wier medewerking wordt gevraagd voor werken van algemeen belang, ingeval van ramp of ongeluk (brand, overstrooming, enz.). De Commandant dezer troepen heeft ook, onder eigen verantwoordelijkheid, het recht om, ingeval van hoogdringendheid, ter plaatse zelf, het gereedschap, de materialen en de helpers op te eischen noodig tot het vervullen zijner opdracht.

5° De officiërvikenningen van allen aard, die bij ministeriël besluit worden voorgeschreven.

ART. 3.

De Minister van Landsverdediging kan, mits schadevergoeding, inbeslag-neming opeischen :

a) In geval van groote manœuvres :

1° Van den leegen grond noodig

nécessaires aux opérations et aux concentrations des troupes ;

2° Des bâtiments non occupés, ou qui peuvent être vidés sans grand inconvénient, pouvant servir de magasins, d'écuries, d'abris ou être affectés à d'autres usages militaires.

b) En tout temps :

1° Les terrains nécessaires aux manœuvres d'armes combinés, à proximité des garnisons ;

2° Les terrains nécessaires aux exercices de tir de l'infanterie et de l'artillerie, à l'atterrissage pour l'aéronautique militaire et à l'établissement des dépôts et parcs ;

3° Les véhicules de toute nature, animaux et conducteurs nécessaires au transport des vivres des bagages et des militaires malades ou blessés.

CHAPITRE II.

Des réquisitions en temps de guerre.

ART. 4.

a) En cas de mobilisation totale ou partielle de l'armée, le Ministre de la Défense Nationale peut, indépendamment de ce qui précède requérir, moyennant indemnité représentative de la valeur des prestations au moment de la réquisition, le personnel, les animaux et le matériel de toute espèce nécessaires pour compléter l'armée et pour l'entretenir sur pied de guerre, notamment : médecins, ingénieurs, pharmaciens, vétérinaires, conducteurs, pilotes de rivière, chauffeurs d'automobiles, ouvriers et ouvrières de toute catégorie, chevaux, chiens, mulets, pigeons, bétail, etc..., terrains, bâtiments, locaux, établissements et exploitations de tout genre

voor de verrichtingen en de samentrekkingen der troepen.

2° Van de niet betrokken gebouwen of die zonder groot ongemak kunnen leeg gemaakt worden, om te dienen tot magazijnen, stallingen, schuilplaatsen of tot ander militaire doeleinden.

b) Te allen tijde.

1° Den grond noodig voor de manoeuvres voor gecombineerde wapens, in de nabijheid der garnizoenen.

2° Den grond noodig voor de schietoefeningen der Infanterie en der Artillerie, de neerlandingsplaatsen voor het militair luchtvaarwezen, en het aanleggen van opslagplaatsen en parken.

3° De voertuigen van allen aard, dieren en voerlieden noodig tot het vervoer der eetwaren, de bagage en der zieke of gekwetste militairen.

HOOFDSTUK II.

Over de opeischingen in oorlogstijd.

ART. 4.

A. — In geval van geheele of gedeeltelijke mobilisatie van het leger, kan de Minister van Landsverdediging opeischen, buiten en behalve het hoogerstaande, mits rechtmatige vergoeding op den voet der waarde van de verstrekkingen op 't oogenblik der opeischings, het personeel, de dieren en het materieel van alle slag, noodig om het leger voltallig te krijgen en het op oorlogsvoet in stand te houden, voornamelijk : geneesheeren, ingenieurs, apothekers, veeartsen, voerlieden, rivierloodsen, autovoerders, allerlei werklieden en werkvrouwen, paarden, honden, muilezels, duiven, vee, enz., terreinen, gebouwen, lokalen, allerlei nijverheids-, handels-

(industriels, commerciaux et agricoles); avec ou sans personnel et outillage, tous moyens de transport, éventuellement avec personnel et chargement, machines, outils et moyens de traction de toute espèce, médicaments ou autres moyens sanitaires ainsi que le traitement des malades et blessés chez l'habitant jusqu'à ce qu'il soit possible de les évacuer sur une formation sanitaire militaire ou agréée par l'armée, matières premières, denrées, vivres, moyens de chauffage, combustibles, linge, chaussures, armement, équipement appareils de tout genre et de toute spécialité, voies navigables, mines, minières, carrières, etc., le tout public ou privé. Les réquisitions de vivres, moyens de chauffage, de couchage et de vêtements de toute espèce sont limitées, dans des proportions à déterminer par un Arrêté Royal par les besoins usuels des intéressés et des membres de leur famille habitant sous leur toit.

b) Les propriétaires des animaux et objets réquisitionnés pourront dans le cas où ceux-ci existeraient encore, les réclamer après la campagne, moyennant restitution d'une partie de l'indemnité qu'ils auraient éventuellement reçue et qui est à déterminer au besoin par expertise.

c) Le Ministre de la Défense Nationale peut aussi réquisitionner les chevaux et mulets, matériaux, denrées, outils, machines, appareils, engins et bétail, dont le besoin immédiat ne se fait pas sentir, mais dont il est utile de constituer des réserves ou de priver l'adversaire dans le cas où il faudrait lui abandonner la zone dans laquelle on réquisitionne.

d) En vue de préparer les réquisitions à opérer éventuellement, il pourra être

of landbouwinrichtingen en uitbatingen met of zonder personeel en werkgerief, alle vervoermiddelen, desgevallend, met personeel en vracht, machines, allerlei gereedschap en trekmiddelen, geneesmiddelen en andere gezondheidsartikelen, evenals de verzorging der zieken en gekwetsten bij den burger, totdat het mogelijk is ze naar eene militaire of een door het leger aangenomen gezondheidsinrichting over te voeren, grondstoffen, waren, eetwaren, verwarmingsmiddelen, brandstoffen, linnengoed, schoeisel, wapens, uitrusting, toestellen van alle slag en alle specialiteit, vaarwateren, mijnen, erts- of steengroeven, enz., dit alles openbaar of privaat.

De opeischingen van eetwaren, verwarmingsmiddelen, beddegoed en kleerstukken van allen aard worden beperkt in bij een Koninklijk Besluit te bepalen verhoudingen, naar de gewone behoeften der belanghebbenden en de familieleden die met hen inwonen.

b. — De eigenaars der opgeëischte dieren en voorwerpen kunnen dezelfde na den veldtocht terug eischen, zoo ze nog mochten bestaan, mits terugbetaling van een deel der vergoeding die zij, desgevallend, zouden ontvangen hebben en, desnoods, door een deskundige dienst geschat.

c) De Minister van Landsverdediging kan ook de paarden, muilezels, materialen, waren, het gereedschap, de machines toestellen, werktuigen, en het vee opeischen die niet onmiddellijk noodzakelijk blijken, maar waarvan het nuttig is een voorraad op te doen, of er geen te laten voor den vijand, ingeval de streek waar de opeischingen geschieden, hem moest afgestaan worden.

d) Om de gebeurlijke opeischingen gereed te hebben, kan er in vredetijd

procédé en temps de paix aux travaux de recensement et de classement de tout le personnel, des animaux, des bâtiments et établissements agricoles, commerciaux et industriels, de l'outillage, des machines, des moyens de traction de toute espèce, des matières premières, denrées et objets de toute sorte mentionnés au littéra a ci-dessus.

Un Arrêté Royal déterminera les conditions dans lesquelles ces opérations de recensement et de classement pourront recevoir leur exécution.

c) Les réquisitions citées plus haut peuvent se faire selon les besoins aussi bien en location qu'en propriété. Dans le cas où l'autorité militaire transformerait la location en réquisition ou en propriété, le montant des sommes payées du chef de la location sera déduit de l'indemnité.

ART. 5.

Un Arrêté Royal pris sur la proposition des Ministres de la Défense Nationale, de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et des Affaires Économiques déterminera les conditions de la réquisition des établissements industriels privés, des mines, minières et carrières.

En ce qui concerne les bateaux d'intérieur et embarcations, la réquisition peut être effectuée au nom du Ministre de la Défense Nationale ou du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes suivant les modalités qui seront déterminées par Arrêté Royal.

ART. 6.

Un Arrêté Royal déterminera :

1. Les autorités ayant droit de réquisition;

overgegaan worden tot de optelling en de rangschikking van al het personeel, de dieren de landbouw-, handels- en nijverheidsgebouwen en inrichtingen, het gereedschap, de machines, de trekmiddelen van allen aard, de grondstoffen, allerlei waren en onderwerpen vermeld in hoogerstaand littera A.

Een Koninklijk Besluit zal de wijze vaststellen waarop deze optellingen en rangschikkingen dienen te geschieden.

e) De hoogerstaande opeischingen kunnen volgens de behoeften, zoowel in huur als in eigendom geschieden. Moest de militaire overheid de huur veranderen in opeisching in eigendom, dan zou het bedrag der voor de huur betaalde of te betalen sommen van de vergoeding afgetrokken worden.

ART. 5.

Een Koninklijk Besluit, genomen op voorstel der Ministers van Landsverdediging, van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en van Economische Zaken, zal de voorwaarden bepalen ter opeisching van private nijverheidsinrichtingen, mijnen, erts- of steengroeven.

Wat de schepen en vaartuigen voor de binnenwaters betreft, kan de opeisching geschieden uit naam van den Minister van Landsverdediging of den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien, volgens de bij Koninklijk Besluit te bepalen modaliteiten.

ART. 6.

Een Koninklijk besluit zal bepalen :

1° Door welke overheden de opeischingen mogen gedaan worden,

2. Le taux des indemnités pour les réquisitions prévues à l'article 1^{er}.

3° Le barème des réquisitions usuelles, notamment, logement avec ou sans nourriture, vivres, denrées fourragères, combustibles, matières grasses, essences et huiles, voitures et harnais, animaux, engins volants, bateaux d'intérieur, autos, motos, vélos, indemnités et salaires du personnel.

ART. 7.

Sont assimilés au temps de guerre, les époques où les troupes sont mises en marche, concentrées ou cantonnées pour veiller à la sécurité extérieure du pays, à l'accomplissement de ses obligations résultant des traités ou au maintien de l'ordre et à l'exécution des lois.

Ces époques seront déterminées de commun accord par les Ministres de l'Intérieur et de la Défense Nationale, qui en avertiront en temps utile, les autorités civiles et militaires.

CHAPITRE III.

Des exemptions en matière de réquisition.

ART. 8.

Ne peuvent être requis :

A. — Chevaux et mulets.

1° Les chevaux appartenant au Chef de l'État et au personnel des légations étrangères, amies ou neutres;

2° Les chevaux de fonctionnaires si ceux-ci sont tenus d'en être pourvus pour leur service;

3° Les chevaux de selle n'ayant pas 4 ans accomplis;

2° Het beloop der vergoedingen voor de in artikel 1 voorziene opeischingen;

3° De prijstabel der gewone opeischingen, te weten: inkwartiering met of zonder den kost, eetwaren, voeder, brandstoffen, vette stoffen, benzine en olie, voertuigen en paardengetuig, dieren, vliegtuigstellen, binnenvaartschepen, auto's, rijwielen, vergoedingen en werkloonen van het personeel.

ART. 7.

Staan met den oorlogstijd gelijk, de tijd wanneer de troepen op marsch zijn, samengetrokken worden of gekantonneerd liggen om over 's lands veiligheid op de grenzen, het vervullen zijner verplichtingen krachtens de verdragen, de handhaving der orde en de uitvoering der wetten te waken. Die omstandigheden worden, bij gemeen overleg, bepaald door de Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Landsverdediging, die er, te gepasten tijde, de burgerlijke en militaire overheden van verwittigen.

HOOFSTUK III.

Over de ontheffingen in zake opeischings.

ART. 8.

Mogen niet opgeëischt worden :

A. — Paarden en muilezels.

1° De paarden die toeheoren aan het Staatshoofd en aan het personeel der vreemde, bevriende of neutrale legaties;

2° De paarden der ambtenaars wanneer deze laatsten ze behoeven voor hunnen dienst;

3° De zadelpaarden die geen volle 4 jaar oud zijn;

4° Les chevaux de trait n'ayant pas 3 ans accomplis;

5° Les chevaux entiers spécialement employés à la reproduction;

6° Les juments en état de gestation constatées ou suitées;

Les chevaux compris dans les 3°, 4°, 5°, 6° ci-dessus ne peuvent pas être requis pour les besoins immédiats au moment de la mobilisation, mais pourront être requis pour constituer, dans la suite des dépôts de remonte;

7° Les chevaux et les mulets indispensables pour assurer le service des administrations publiques;

8° Les chevaux de médecins ou de vétérinaires, nécessaires à leurs déplacements personnels pour l'exercice de leur profession, à moins que ces médecins et vétérinaires ne soient propriétaires d'une voiture automobile, ou d'une motocyclette non réquisitionnée.

B. — Véhicules.

1° Les voitures automobiles appartenant au Chef de l'État et au personnel des légations étrangères, amies ou neutres;

2° Les voitures voyageurs, les motocyclettes (avec ou sans side-car) appartenant aux médecins ou aux vétérinaires et nécessaires à leurs déplacements personnels pour l'exercice de leur profession, à moins qu'ils ne possèdent un cheval non réquisitionné.

En tous cas, les médecins et vétérinaires ne peuvent garder le droit qu'un seul moyen de locomotion (voiture avec cheval, voiture automobile, motocyclette (avec ou sans side-car));

3° Les voitures affectées au service des hôpitaux;

4° Les voitures indispensables au ravitaillement de la population dans les

4° De trekpaarden die geen volle 3 jaar oud zijn;

5° De hengsten die bijzonder dienen tot de voortteling;

6° De stellig drachtige merries, of die met een veulen.

De paarden begrepen in de 3°, 4°, 5° en 6° hierboven mogen niet opgeëischt worden voor de onmiddellijke behoeften op 't oogenblik der mobilisatie, maar wel om later remonte-depôts te vormen.

7° De paarden en de muilezels die niet kunnen gemist worden voor de behoeften der openbare besturen;

8° De paarden der geneesheren of veeartsen, welke hun noodzakelijk zijn voor hunne eigen verplaatsingen om hun ambt uit te oefenen, tenware deze geneesheeren of veeartsen een niet opgeëischte automobiel, of motorrijwiel bezaten.

B. — Voertuigen.

1° De automobielen die toevoeren aan het Staatshoofd en aan het personeel der vreemde, bevriende of neutrale legaties;

2° De reisrijtuigen, motorrijwielen met en zonder side-cars eigendom der geneesheeren of veeartsen, welke hun noodzakelijk zijn voor hunne eigen verplaatsingen om hun ambt uit te oefenen tenware zij een niet opgeëischt paard bezaten. De geneesheeren en veeartsen mogen, in alle geval, maar een vervoermiddel houden (rijtuig met paard, automobiel, motorrijwiel met of zonder side-car).

3° De rijtuigen voor den dienst der hospitalen;

4° De rijtuigen die niet kunnen gemist worden voor de bevoorrading der

communes distantes de plus de 15 kilomètres de toute station de chemin de fer ou de chemin de fer vicinal ;

5° Les voitures indispensables au service des administrations publiques ;

6° Les voitures spéciales (pompiers, corbillards, etc...) ;

7° Les voitures-voyageurs mises par l'État à la disposition des autorités civiles et indispensables à l'exercice de leurs fonctions ;

8° Les motocyclettes des services de la police locale.

ART. 9.

Il ne sera point logé de troupes ;

1° Dans les maisons (non compris les dépendances, écuries, granges, remises, etc...) où il se trouve soit une femme en couches, soit des personnes atteintes de maladies graves ou contagieuses, soit le corps d'une personne décédée ;

2° Dans les maisons mal famées ou de prostitution publique ;

3° Dans les bâtiments réservés à l'hospitalisation des blessés, pour autant que l'autorité militaire les considère comme ambulances ou infirmeries annexes ;

4° Chez les indigents secourus par les bureaux de bienfaisance ;

5° Dans les couvents de religieuses soumises à la clôture, non compris les dépendances.

Les personnes tombant sous l'application de 1° et 2° ci-dessus, sont tenues de fournir la prestation en nature ailleurs que dans leur domicile, à défaut de quoi il y sera pourvu à leur frais par les soins des collègues des bourgmestre et échevins.

bevolking in de gemeenten die meer dan 15 kilometer af liggen van alle spoorwég- of buurtspoorwegstatie ;

5° De rijtuigen die onmisbaar zijn voor den dienst der openbare besturen ;

6° De bijzondere rijtuigen (pompiers, lijkwagens, enz.) ;

7° De reisrijtuigen die door den Staat ter beschikking der burgerlijke overheden zijn gesteld en onmisbaar zijn tot het uitoefenen van hun ambt ;

8° De motorrijwielen voor de diensten der plaatselijke politie.

ART. 9.

Er mogen geene troepen liggen :

1° In de huizen (de bijgebouwen, stallingen, schuren, wagenhuizen, enz. niet inbegrepen) waar zich bevinden, hetzij eene vrouw in het kinderbed, hetzij personen aangetast van zware of besmettelijke ziekte, hetzij een lijk ;

2° In de slecht befaande huizen en in de openbare ontuchthuizen ;

3° In de gebouwen voorbehouden voor de gekwetsten in zoover de militaire overheid ze als veldhospitelen of bijziekenhuizen beschouwt ;

4° Bij de door liefdadigheidsbureelen geholpen behoeftigen ;

5° In de nonnenkloosters onderworpen aan de opsluiting, uitgezonderd de bijgebouwen.

De onder toepassing van hoogerstaande 1° en 2° vallende personen, zijn ertoe gehouden de verstrekking in natura elders te leveren dan in hunne woning, zooniet wordt daarin voorzien op hunne kosten, door toedoen der Colleges van Burgemeester en Schepenen.

CHAPITRE IV.

De la forme des réquisitions.

ART. 10.

Des ordres de réquisition sont adressés par l'autorité militaire au Collège des bourgmestre et échevins. Ils sont donnés par écrit, datés avec indication de l'heure et signés (la signature est suivie du nom écrit lisiblement et de la fonction de l'autorité requérante).

Ils indiquent l'espèce et la quantité des prestations imposées, l'heure de la réquisition et, autant que possible, l'époque de la livraison.

Le Collège des bourgmestre et échevins répartit les réquisitions et en assure dans tous les cas le recouvrement complet.

L'autorité requérante délivre reçu des prestations fournies.

ART. 11.

Si le Collège des bourgmestre et échevins, dûment mis en demeure, ne satisfait pas aux réquisitions qui lui sont faites ou en cas d'urgence, l'autorité militaire a le droit de se procurer les prestations qui lui sont nécessaires en se substituant à l'autorité communale. Dans ce cas, les ordres et reçus de réquisition sont remis directement aux prestataires et, si ceux-ci sont absents, sont transmis par le requérant au Ministre de la Défense Nationale.

ART. 12.

Les réquisitions relatives aux resour-

HOOFDSTUK IV.

Over de opeischingswijze.

ART. 10.

De opeischingsbevelen worden door de militaire overheid tot het College van Burgemeester en Schepenen gericht. Zij worden schriftelijk ingediend, met opgave van datum en uur en zijn onderteekend (achter het handteeken moeten duidelijk de naam en het ambt van de opeischende overheid geschreven staan).

Zij melden de soort en de hoeveelheid der opgelegde vertrekkingen, het uur der opeisching en, zooveel mogelijk, het tijdstip der levering.

Het College van Burgemeester en Schepenen verdeelt de opeischingen en verzekert er in al de gevallen, de voltallige invordering van.

De opeischende overheid geeft een ontvangstbewijs voor de geleverde verstrekkingen.

ART. 11.

Geeft het College van Burgemeester en Schepenen, daartoe behoorlijk aangenaamd, geen gevolg aan de opeischingen die van haar gevorderd worden, of in geval van hoogdringendheid, dan heeft de militaire overheid het recht op te treden in de plaats der gemeente-overheid om zich de noodige verstrekkingen aan te schaffen.

In dit geval worden de opeischingsbevelen en ontvangstbewijzen rechtstreeks afgegeven aan de verstrekkers. Zijn deze laatsten afwezig, dan worden zij door den opeischer den Minister van Landverdediging toegestuurd.

ART. 12.

Voor al de opeischingen betreffende

ces en personnel et en matériel dont disposent les administrations ou compagnies des chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et T. S. F. d'aéronautique (publiques ou privées) chemins de fer vicinaux, tramways, et toutes sociétés de transport en commun, travaux publics et mines, sont adressées aux chefs de service.

Art. 13.

Les réquisitions sont adressées directement aux propriétaires ou aux personnes responsables lorsqu'il s'agit de prestations qui par leur situation spéciale, ne ressortissent pas à l'autorité communale de la commune sur le territoire de laquelle elles se trouvent. Dans cette catégorie sont classés :

a) Les bateaux et embarcations, les chargements de bateaux en cours de transport (réquisition à adresser au batelier .

b) Les chargements en cours de transport par chemin de fer (réquisition à adresser au Chef de train).

c) Les marchandises se trouvant dans les magasins des stations de chemin de fer (réquisition à adresser au Chef de Station .

d) Les marchandises entreposées dans un entrepôt de douane public ou privé (réquisition à adresser à la personne préposée à la garde de l'entrepôt .

e) Les marchandises en cours de transport à l'intérieur d'une commune et dont le convoyeur ne peut pas immédiatement désigner et faire connaître le propriétaire (réquisition à adresser au convoyeur).

de middelen in personeel en materieel waarover de besturen of maatschappijen van spoorwegen, posterijen, telegraphen, telefonen en draadloze telegrafie, van luchtvaart (openbare of private), van buurtspoorwegen, tramwegen en alle maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, openbare werken en mijnen, beschikken, wendt men zich tot de dienstoversten.

Art. 13.

De opeischingen worden rechtstreeks gericht aan de eigenaars, of aan de verantwoordelijke personen, wanneer het verstrekkingen betreft die, wegens hunnen bijzonderen aard, niet binnen de bevoegdheid vallen van de gemeente-overheid der gemeente waar zij zich bevinden. In deze categorie worden gerangschikt :

a) De schepen en vaartuigen, de onderwege zijnde scheepsladingen (de opeisching wordt van den schipper gevorderd) ;

b) De onderwege zijnde spoorweg-ladingen (de opeisching wordt van den treinoverste gevorderd) ;

c) De koopwaren die in de magazijnen der spoorwegstations liggen (de opeisching wordt van den statieoverste gevorderd) ;

d) De in een openbaar of bijzonder tol- en stapelhuis opgeslagen koopwaren (de opeisching wordt gevorderd van den persoon gelast met de bewaking over het stapelhuis) ;

e) De onderwege zijnde koopwaren binnen eene gemeente, en waarvan de begeleider niet onmiddellijk den eigenaar kan aanduiden en doen kennen (de opeisching wordt van den begeleider gevorderd) ;

f) Les véhicules automobiles, en l'absence du propriétaire (réquisition à adresser au garagiste ou au chauffeur.

Néanmoins pour les réquisitions spécifiées ci-dessus l'autorité militaire requérante fera parvenir immédiatement au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur laquelle s'est faite la réquisition, un rapport succinct indiquant la date, l'endroit et les circonstances des réquisitions, l'importance de celles-ci et le ou les noms et adresses des propriétaires ce dernier renseignement doit être fourni par la personne responsable qui a reçu l'ordre de réquisitions des mains de l'autorité requérante.

Le bourgmestre préviendra d'urgence, les propriétaires, et leur demandera notification des prix réclamés.

La réponse du prestataire au bourgmestre devra être envoyée endéans les 48 heures, sauf impossibilité absolue.

CHAPITRE V.

De la liquidation des indemnités.

ART. 14.

Le paiement des indemnités dues pour réquisitions militaires se fait par les soins du Ministre de la Défense Nationale, toutefois, les salaires des ouvriers civils réquisitionnés seront payés par ceux qui les emploient.

Un arrêté royal fixera les modes de paiement des réquisitions, ainsi que les formalités à remplir par les administrations communales pour présenter les documents justificatifs destinés à per-

f) De automobielen in afwezigheid van den eigenaar (de opeischung wordt gevorderd van den houder der bergplaats of van den autovoerder).

Voor de hoogerstaande opeischungen moet de opeischende militaire overheid, niettemin, aan het College van Burgemeester en Schepenen der gemeente op wier grondgebied de opeischung geschiedt, onmiddellijk een kort verslag doen geworden, met opgave van datum, plaats en omstandigheden der opeischungen, de belangrijkheid ervan en naam of namen en adressen der eigenaars (deze laatste inlichting moet verstrekt worden door den verantwoordelijken persoon die het opeischingsbevel uit handen der opeischende overheid heeft ontvangen).

De burgemeester moet de eigenaars zonder uitstel, verwittigen en hun de gestelde prijzen vragen. Behoudens het geval van volstrekte onmogelijkheid, moet het antwoord van den verstrekker verzonden worden binnen de 48 uren.

HOOFDSTUK V.

Vereffening der vergoedingen.

ART. 14.

De voor militaire opeischungen verschuldigde vergoedingen worden vereffend door toedoen van den Minister van Landsverdediging, de dagloonen der opgeëischte burgerlijke werklieden worden, echter, nitbetaald door de personen voor wie zij werken.

Een Koninklijk Besluit zal de betalingswijze der opeischungen vaststellen, evenals de door de gemeentebesturen te vervullen pleegvormen tot het indienen der bewijsstukken, om den Minister van

mettre au Ministre de la Défense Nationale d'effectuer les paiements dans le plus bref délai.

ART. 15.

Les indemnités dues pour réquisitions tarifées par Arrêté Royal seront payées aux intéressés dans les 15 jours qui suivent l'accomplissement, par les administrations, des formalités dont il est question à l'article 14.

En ce qui concerne les réquisitions non tarifées ou en cas de contestations sur des réquisitions tarifées, le Ministre de la Défense Nationale fixera l'indemnité à accorder à chacun des intéressés et notifiera ses décisions au bourgmestre dans un délai maximum de 6 mois suivant l'accomplissement par l'administration communale des formalités dont il est question au même article.

Dans les vingt-quatre heures suivant la réception le bourgmestre les notifie administrativement à chacun des intéressés ou à leur résidence habituelle.

Dans le délai de 15 jours à partir de cette notification ceux-ci doivent faire connaître au bourgmestre s'ils acceptent ou refusent l'allocation qui leur est faite. Faute par eux d'avoir fait connaître leur refus dans ce délai, les allocations sont considérées comme définitives.

Le refus sera motivé et indiquera la somme réclamée. Le bourgmestre en donne acte à l'intéressé si celui-ci le demande et transmet le refus au juge de paix du canton ou à la Commission arbitrale compétente, en vertu des articles 18 et suivants de la présente loi,

Landsverdediging in staat te stellen, zoo spoedig mogelijk te betalen.

ART. 15.

De verschuldigde vergoedingen voor bij Koninklijk Besluit getarifeerde opeischingen, worden aan de belanghebbenden uitbetaald binnen de veertien dagen na het vervullen, door de besturen, der pleegvormen waarvan sprake in artikel 14.

Wat de niet getarifeerde opeischingen betreft, of ingeval van geschil over getarifeerde opeischingen, bepaalt de Minister van Landsverdediging de aan ieder der belanghebbenden toe te kennen vergoedingen en deelt den burgemeester zijne beslissing mede, binnen eenen termijn van ten hoogste zes maanden na het vervullen, door de gemeenteyverheid, der pleegvormen waarvan sprake in hetzelfde artikel.

De burgemeester geeft langs administratieve weg, binnen de vier en twintig uren na de ontvangst van die beslissing, kennis aan ieder der belanghebbenden of aan hunne gewone verblijfplaats.

Deze laatsten moeten, binnen de veertien dagen, te rekenen van die kennisgeving, den burgemeester laten weten of zij de hun aangeboden som aanvaarden of weigeren. Bijaldien zij nalaten binnen dien tijd van hunne weigering kennis te geven, blijven de toegekende sommen als vast beschouwd.

De beweegredenen der weigering en de gevraagde som, dienen opgegeven. Bijaldien de belanghebbende zulks verlangt geeft de burgemeester hem daarvan akte en hij stuurt de weigering door aan den vrederechter van het kanton, of aan de bevoegde scheids-

qui donne connaissance à l'autorité militaire du motif de ce refus et de la somme réclamée et envoie de simples avertissements sans frais à comparaître, pour une date aussi possible, à l'autorité militaire et au réclamant.

Les indemnités dues pour réquisitions militaires produiront intérêt aux taux légal civil à compter de l'expiration du sixième mois de la fourniture. S'il s'agit de dommages, le délai de six mois courra à dater du jour de la rédaction du procès-verbal de constatation dont il est question à l'article 25.

Ce délai est suspendu tant que, par suite de l'invasion du territoire par l'ennemi, il n'est pas possible au Ministère de la Défense Nationale de se tenir en relation avec les intéressés.

ART. 16.

Sauf ce qui est dit aux articles 18 et suivants de la présente loi, le Juge de paix connaît de la contestation en dernier ressort jusqu'à 2,500 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

ART. 17.

Après l'expiration du délai fixé par le quatrième alinéa de l'article 15, le bourgmestre dresse l'état des allocations devenues définitives par l'acceptation ou le silence des intéressés.

Il en est de même pour les sommes allouées par décision judiciaire ou des commissions compétentes.

rechterlijke commissie, krachtens artikelen 18 en volgende van de onderhavige wet, die er de militaire overheid kennis van geeft, evenals van de geëischte som, en de militaire overheid, en den eischer eenvoudige kosteloze waarschuwingen stuurt om te verschijnen op een zoo haast mogelijken datum.

De vergoedingen voor militaire opeischingen brengen den burgerlijken wettigen interest op te beginnen na de zesde maand der levering. Geldt het eene schade dan begint de termijn van zes maanden te loopen den dag waarop het proces-verbaal van vaststelling waarvan sprake in artikel 25 werd opgemaakt.

Deze termijn blijft geschorst zolang het Ministerie van Landsverdediging, ten gevolge der overweldiging van het grondgebied door den vijand, onmogelijk met den belanghebbende in betrekking kan geraken.

ART. 16.

Uitgezonderd hetgeen gezegd is in artikelen 18 en volgende van onderhavige wet is de vrederechter in laatsten aanleg bevoegd voor de geschillen tot 2,500 frank en, in eersten aanleg, voor elken hooger eisch.

ART. 17.

Na verloop van den termijn, bepaald bij de vierde paragraaf van artikel 15, maakt de burgermeester den staat op der sommen die onwederroepelijk toegewezen blijven door de aanvaarding of het stilzwijgen der belanghebbenden.

Hetzelfde geldt voor de sommen toegerekend bij rechterlijke beslissing of door de bevoegde commissies.

Le montant des allocations portées sur ce tableau est mandaté collectivement au nom de la commune par les soins du Ministre de la Défense Nationale.

Aussitôt après le paiement du mandat, le collège des bourgmestre et échevins est tenu de mandater et le receveur communal paye à chaque intéressé la somme qui lui revient.

ART. 18.

Les contestations au sujet des indemnités ainsi que des conditions des réquisitions relatives aux voies navigables seront soumises à une commission spéciale composée ainsi qu'il est dit à l'article 20.

ART. 19.

En ce qui concerne les réquisitions relatives aux établissements industriels, aux mines, minières et carrières, prévues par la présente loi; les indemnités auxquelles donnent lieu les prestations sont évaluées par des commissions composées ainsi qu'il est dit à l'article 20.

ART. 20.

Il est établi annuellement une ou plusieurs commissions arbitrales pour l'évaluation des indemnités dues pour les réquisitions visées par les articles 18 et 19 ci-dessus.

Ces Commissions statuent en dernier ressort jusqu'à la valeur de 5,000 francs et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La Commission instituée par l'article 18 est composée d'un président désigné par le Ministre de la Justice, d'un

Het bedrag der op deze lijst gebrachte uitkeeringen wordt, door toedoen van den Minister van Landsverdediging, op naam van de gemeente in een enkel mandaat omgezet.

Onmiddellijk na de betaling van het mandaat is het College van Burgmeester en Schepenen ertoe gehouden te mandateeren en betaalt de gemeenteontvanger aan iederen belanghebbende de som die hem toekomt.

ART. 18.

De geschillen nopens de vergoedingen en de opeischingsvoorwaarden aangaande de bevaarbare wateren worden voorgelegd aan eene bijzondere commissie, waarvan de samenstelling in artikel 20 opgegeven staat.

ART. 19.

Wat de bij de onderhavige wet voorziene opeischingen betreft aangaande de nijverheidsinrichtingen, mijnen, ertsgroeven en steengroeven, worden de vergoedingen waartoe de verstrekkingen aanleiding geven, geschat door commissies waarvan de samenstelling in artikel 20 opgegeven staat.

ART. 20.

Jaarlijks worden er één of meer scheidsrechterlijke commissies aangesteld om de verschuldigde vergoedingen voor de hoogerstaande artikelen 18 en 19 bedoelde opeischingen te schatten.

Deze commissies beslissen in laatsten aanleg tot de waarde van 5000 frank en, in eersten aanleg, hoe hoog de vraag ook reike.

De bij artikel 18 ingestelde commissie bestaat uit eenen voorzitter aangesteld door den Minister van Justitie,

fonctionnaire désigné par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, d'un membre militaire et de deux membres choisis en dehors de l'administration par le Ministre de la Défense Nationale.

La Commission instituée par l'article 19 est composée d'un président désigné par le Ministre de la Justice, de deux fonctionnaires désignés respectivement par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et le Ministre des Affaires Économiques d'un membre militaire et d'un membre choisi en dehors de l'administration désignés par le Ministre de la Défense Nationale.

ART. 21.

L'appel des décisions rendues par les Commissions est porté devant la Cour d'Appel du ressort du siège de la Commission arbitrale endéans les trois mois de la notification de la décision.

Il est loisible aux intéressés de décliner la compétence des Commissions arbitrales.

Ils devront le faire d'une manière expresse dans le délai de quinze jours fixé au quatrième alinéa de l'article 15.

ART. 22.

Les formalités de procédure seront celles qui sont indiquées aux alinéas quatre et suivants de l'article 39 de la présente loi.

CHAPITRE VI.

De la réparation des dommages.

ART. 23.

L'autorité militaire répond des dégradations et des pertes qui se produisent

eenen ambtenaar aangesteld door het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen, een militair lid, en twee leden gekozen buiten het beheer, door den Minister van Landsverdediging.

De bij artikel 19 aangestelde commissie bestaat uit eenen voorzitter benoemd door den Minister van Justitie, twee ambtenaars onderscheidelijk aangeduid door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en den Minister van Economische Zaken, een militair lid en een lid, gekozen buiten het beheer, aangesteld door den Minister van Landsverdediging.

ART. 21

Het beroep tegen de door de commissies uitgebrachte beslissingen moet bij het beroepshof van aanleg van het gebied der scheidsrechterlijke commissie ingediend zijn binnen de drie maanden na de beteekening der beslissing.

Het staat den belanghebbenden vrij de bevoegdheid der scheidsrechterlijke commissies af te wijzen. Zij moeten zulks doen op uitdrukkelijke wijze, binnen den termijn van 14 dagen in de 4^e alinea van artikel 15 bepaald.

ART 22.

De pleegvormen voor de rechtspleging zijn deze welke in alinea's 4 en volgende van artikel 39 der onderhavige wet bepaald zijn.

HOOFDSTUK VI.

Schadeloosstelling.

ART. 23.

De militaire overheid staat in voor de beschadigen en verliezen, welke zich

pendant la jouissance des immeubles et objets mobiliers dont l'usage a été requis temporairement, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu par une cause qui lui est étrangère. Il en est de même en cas d'incendie, même si l'autorité militaire n'a requis qu'une partie de l'immeuble.

L'autorité militaire répond également, dans les mêmes conditions des dommages causés, par son occupation, aux voisins des lieux par elle occupé.

Les dommages dont l'autorité militaire est ainsi responsable ne comprennent que les dommages matériels et directs; ils sont calculés d'après la valeur vénale au moment du dommage.

ART. 24.

Lorsqu'il s'agit des dommages occasionnés dans les logements ou cantonnements occupés par la troupe, les réclamations doivent être déposées à l'administration communale à peine de déchéance, avant le départ de la troupe qui a causé les dommages, ou en cas de départ inopiné de la troupe, au plus tard trois heures après ce départ, le tout sauf empêchement justifié. S'il s'agit de dommages aux cultures le délai de remise des réclamations est porté à trois jours.

L'administration communale délivre aux réclamants un récépissé indiquant le jour et l'heure du dépôt des réclamations et porte immédiatement celles-ci à la connaissance du commandant de la troupe intéressée, ou au commandant du cantonnement ou à l'autorité militaire.

voordoen gedurende den tijd waaronder zij de gebouwen en meubelen, waarvan het gebruik tijdelijk werd opgeëischt, in beslag heeft gehouden, tenzij zij bewijst dat zij niet gemengd is in de oorzaak der beschadigingen en verliezen. Hetzelfde geldt ingeval van brand, zelfs wanneer de militaire overheid maar een gedeelte van het gebouw heeft opgeëischt.

De militaire overheid staat eveneens in, onder dezelfde voorwaarden voor de schade ten nadeele van de geburen der door haar in beslag gehouden plaatsen, tengevolge harer inbezitneming.

De schade waarvoor de militaire overheid aldus verantwoordelijk is, omvat alleen de stoffelijke en rechtstreekse schade; zij wordt berekend, volgens de handelswaarde op 't oogenblik der schade.

ART. 24.

Geldt het schade toegebracht in de door den troep betrokken logementen of kantonnementen, dan moeten de klachten op straf van ongeldigheid, bij het gemeentebestuur ingediend worden, vóór het vertrek van den troep die de schade heeft berokkend of, ingeval van onvoorzien vertrek van den troep, uiterlijk drie uren na dit vertrek, dit alles behoudens gerechtvaardigd beletsel. Gaat het om schade aan de gewassen, dan wordt de termijn voor het indienen der klachten verlengd tot 3 dagen.

Het gemeentebestuur levert aan de klagers een ontvangstbewijs af, met opgave van dag en uur waarop de klachten werden ingediend, en brengt deze onmiddelijk ter kennis van den kantonnement Commandant of van de militaire overheid.

ART. 25.

Les dommages occasionnés dans les logements ou cantonnements occupés par la troupe sont constatés par un procès-verbal dressé contradictoirement par le bourgmestre et par le délégué de l'autorité militaire (commandant de l'unité autant que possible) en présence de l'intéressé dûment appelé.

S'il ne se trouve pas sur place de représentant de l'autorité militaire ou si ce représentant refuse d'intervenir au procès-verbal, celui-ci est dressé par le bourgmestre en présence de l'intéressé et de deux témoins,

Le procès-verbal de constatation est établi en double, un exemplaire est remis à l'autorité militaire, l'autre est remis à l'intéressé, ou, en son absence, au bourgmestre.

Les dommages occasionnés au cours des manœuvres des troupes en terrain varié sont estimés par une commission de dégâts dont la composition sera fixée par le Ministre de la Défense Nationale et dont feront partie notamment un délégué de l'administration communale représentant les intérêts des réclamants.

Les indemnités sont réglées et liquidées comme en matière de réquisition.

CHAPITRE VII.

Dispositions pénales.

ART. 26.

En temps de paix, le refus de satisfaire à une réquisition régulièrement faite est puni d'une amende de 100 à 500 francs.

ART. 25.

De schade toegebracht in de door den troep bezette logementen of kantonementen, dient te blijken uit een proces-verbaal, tegenstrijdig opgemaakt door den burgemeester en den afgevaardigde van de militaire overheid (zooveel mogelijk den commandant der eenheid) in 't bijzijn van den behoorlijk ontboden belanghebbende.

Is er geen vertegenwoordiger der militaire overheid omtrent, of weigert deze vertegenwoordiger in het proces-verbaal tusschen te komen, dan wordt het opgemaakt door den burgemeester, in 't bijzijn van den belanghebbende en van twee getuigen. Het proces-verbaal van vaststelling wordt in tweevoud opgemaakt. Eén exemplaar is voor de militaire overheid, het andere voor den belanghebbende of, bij zijne afwezigheid, den burgemeester.

De schade toegebracht tijdens troepenmanœuvres in volle land wordt geschat door eene commissie voor bezwaren waarvan de samenstelling wordt vastgesteld door den Minister van Landsverdediging en waaraan, namelijk, een afgevaardigde van het gemeentebestuur, als vertegenwoordiger der belangen der klagers, dient toe te hooren.

De vergoedingen worden geregeld en vereffend zooals in zake opeischung.

HOOFDSTUK VII.

Strafbepalingen.

ART. 26.

In vreedstijd wordt de weigering, te voldoen aan eene regelmatig gedane opeischung, gestraft met een boete van 100 tot 500 frank.

Est, considéré comme refus, le fait de n'avoir pas fourni la prestation dans les connitions déterminées par la réquisition.

En temps de guerre, le même refus est puni d'une amende de 250 à 1,000 francs et d'un emprisonnement de 8 à 15 jours ou d'une de ces peines seulement.

ART. 27.

Si le collège des bourgmestre et échevins néglige de faire droit aux réquisitions qui lui sont adressées, ceux de ses membres en faute seront condamnés :

1° En temps de paix à une amende de 100 à 500 francs ;

2° En temps de guerre à une amende de 250 à 1,000 francs.

Le refus sera puni :

1° En temps de paix d'une amende de 250 à 1,000 francs ;

2° En temps de guerre d'une amende de 500 à 5,000 francs et d'un emprisonnement de 8 jours à 2 mois ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 28.

En cas de récidive les peines prévues par les articles 26 et 27 pourront être portées au double.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été condamné pour l'une des infractions prévues par les articles précédents dans le cours des cinq dernières années.

ART. 29.

En cas de concours de deux ou de plusieurs infractions prévues par les articles précédents, les peines sont cumulées.

Wordt als weigering aanzien, het niet leveren der verstrekking in de bij opeischung bepaalde voorwaarden.

In oorlogstijd wordt dezelfde weigering gestraft met eene boete van 250 tot 1,000 frank en met eene gevangzitting van 8 tot 15 dagen of eene dezer straffen alleen.

ART. 27.

Verwaarloost het College van Burgemeester en Schepenen recht te doen aan de hun toegerichte opeischungen dan worden de schuldhebbende leden veroordeeld :

1° In vreedestijd, tot eene boete van 100 tot 500 frank ;

2° In oorlogstijd, eene boete van 250 tot 1,000 frank ;

De weigering wordt gestraft :

1° In vreedestijd, met eene boete van 250 tot 1,000 frank ;

2° In oorlogstijd, met eene boete van 500 tot 5,000 frank en met eene gevangzitting van acht dagen tot 2 maanden of met eene dezer straffen alleen.

ART. 28.

Bij hervalling kunnen de in artikelen 26 en 27 voorziene straffen verdubbeld worden.

Er bestaat hervalling wanneer de overtreder, in den loop der vijf laatste jaren, reeds veroordeeld werd wegens eene der bij de hoogerstaande artikelen voorziene overtredingen.

ART. 29.

Ingeval van samentreffing van twee of meer bij hoogerstaande artikelen voorziene overtredingen, worden de straffen bijeengevoegd.

ART. 30.

Toute personne ayant fait un usage illégitime du droit de réquisition ou abusé de ce droit sera punie en temps de paix, d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de 8 jours à 15 jours ou de l'une de ces peines seulement, en temps de guerre d'une amende de 250 à 1,000 francs et d'un emprisonnement de 8 jours à 2 mois ou de l'une de ces peines seulement, sans préjudice de l'application de peines plus sévères prévues par la loi.

ART. 31.

Les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi, sont applicables aux infractions qu'elle prévoit.

En tous cas, l'autorité militaire prendra d'office possession des objets de la réquisition sans préjudice de l'application des peines édictées par la présente loi.

ART. 32.

Les infractions aux arrêtés pris en exécution de la présente loi seront punies des peines prévues par la loi du 6 mars 1818.

ART. 33.

Le juge de paix connaîtra en temps de paix des infractions prévues par la présente loi; le conseil de guerre en connaîtra en temps de guerre tel qu'il est déterminé par l'article 58 de la loi du 15 juin 1899 formant le titre II du code de procédure pénale militaire.

ART. 30.

Ieder persoon die ten onrechte gebruik maakt van het opeischingsrecht, of dit recht heeft misbruikt, wordt, in vredes-tijd, gestraft met eene boete van 100 tot 500 frank en met eene gevangzitting van 8 tot 14 dagen of met eene dezer straffen alleen, en, in oorlogstijd, met eene boete van 250 tot 1,000 frank en met eene gevangzitting van 8 dagen tot 2 maanden of met eene dezer straffen alleen, onverminderd de toepassing van de door de wet voorziene zwaardere straffen.

ART. 31.

De beschikkingen van boek I, van het Strafwetboek, waarvan bij de onderhavige wet niet wordt afgeweken, zijn toepasselijk op de overtredingen welke zij voorziet.

De militaire overheid neemt, in alle geval, ambtshalve bezit der opgeëischte voorwerpen, onverminderd de toepassing der bij onderhavige wet vastgestelde straffen.

ART. 32.

De overtredingen der in uitvoering van onderhavige wet genomen besluiten, worden gestraft met de bij de wet van 6 Maart 1818 voorziene straffen.

ART. 33.

In vredestijd is de vrederechter bevoegd voor de bij onderhavige wet voorziene overtredingen, zij hooren tot de bevoegdheid van den Krijgsraad in oorlogstijd, zooals bepaald is bij artikel 58 der wet van 15 Juli 1899, die Titel II van het Militaire Strafwetboek uitmaakt.

CHAPITRE VIII.

Réquisitions maritimes.

ART. 34.

En temps de guerre, tout bâtiment de mer belge, de commerce ou autre, peut être réquisitionné en usage et en propriété.

Les réquisitions seront effectuées (sans préjudice de ce qui est stipulé aux articles 9 et 10 de la présente loi) :

1° Au nom du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, soit par le Directeur-Général de la Marine ou son délégué, soit par le Consul de Belgique agissant à l'intervention du Ministre des Affaires Étrangères.

2° Au nom du Ministre de la Défense Nationale, soit par un officier délégué à cet effet, soit par l'un des fonctionnaires désignés dans le 1° ci-dessus.

Un Arrêté Royal fixera les conditions de la réquisition.

ART. 35.

La réquisition entraîne pour le Capitaine ou patron l'obligation de décharger, à la demande de l'autorité requérante et au lieu désigné par celle-ci les passagers ainsi que les objets et marchandises non réquisitionnés.

Le Code pénal et disciplinaire pour la Marine marchande et la pêche restera exclusivement applicable pendant toute la durée de la réquisition.

ART. 36.

La réquisition est adressée au Capi-

HOOFDSTUK VIII.

Zee-opeiseringen.

ART. 34.

In oorlogstijd kan ieder Belgisch zeeschip, hetzij handelsschip of ander, opgeëischt worden tot gebruik of in eigendom.

De opeiseringen geschieden (onverminderd de bepalingen van artikelen 9 en 10 van onderhavige wet) :

1° Namens den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien, hetzij door den Algemeen Bestuurder bij het Zeewezen of zijn afgevaardigde, hetzij door den Belgischen Consul, handelende met tussenkomst van den Minister van *Buitenlandse Zaken*;

2° Namens den Minister van Landsverdediging, hetzij door een hiertoe afgevaardigden officier, hetzij door een der in het bovenstaand 1° opgegeven ambtenaren.

Een Koninklijk Besluit zal de opeischingsvoorwaarden bepalen.

ART. 35.

Als gevolg aan de opeiseling, moet de kapitein of de schipper, op aanvraag der opeischende overheid, en op de door haar bepaalde plaats, de passagiers, evenals de niet opgeëischte voorwerpen en koopwaren, aan wal zetten.

Het Straf- en Tuchtwetboek voor de koopvaardijvloot en de vischvangst blijft uitsluitend toepasselijk, zoolang de opeiseling duurt.

ART. 36.

De opeischingsbrief wordt gericht tot

taine, au patron ou à l'armateur. Elle mentionne le lieu et la date de la remise du navire au Gouvernement.

ART. 37.

En cas de refus de satisfaire à la réquisition, l'Autorité requérante, dressera un procès-verbal de refus. Ce procès-verbal fera foi en justice de son contenu.

L'autorité requérante pourra prendre d'office possession du navire et faire décharger, le cas échéant, les objets et marchandises non réquisitionnés.

La lettre de mer sera retirée et ne portera plus ses effets qu'au profit de l'autorité requérante.

ART. 38.

Dans les 15 jours de la réquisition, l'autorité requérante fixe le taux de l'indemnité à accorder et en donne connaissance à l'armateur ou au capitaine. Dans le délai de trois mois à partir de cette notification, ceux-ci devront faire connaître s'ils acceptent ou s'ils refusent l'indemnité qui leur est proposée. Faute par eux d'avoir fait connaître leur refus dans ce délai, l'indemnité sera considérée comme définitive.

ART. 39.

Les contestations au sujet des indemnités ainsi que l'application des conditions de la réquisition sont soumises à un comité arbitral de cinq membres présidés par le Directeur général de la Marine ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par un fonctionnaire désigné par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Il sera désigné un ou plusieurs mem-

den kapitein, den schipper of den scheepsreeder. Hij moet de plaats en den datum vermelden der overgave van het schip aan de Regeering.

ART. 37.

Ingeval van weigering aan de opeischung te voldoen, maakt de opvorderende overheid een proces-verbaal op der weigering. Dit proces-verbaal levert, in rechte, het bewijs van zijnen inhoud. De opeischende overheid mag van ambtswege bezit nemen van het schip en, desgevallend, de niet opgeëischte voorwerpen en koopwaren doen lossen. De zeebrief wordt ingetrokken en blijft alleen van kracht voor de opeischende overheid.

ART. 38.

De opeischende overheid, stelt, binnen de 14 dagen na de opeischung, het bedrag vast der toe te kennen vergoeding en geeft er kennis van aan den reeder of den kapitein. Deze moeten, binnen de drie maanden na deze kennisgeving, laten weten of zij de hun voorgestelde vergoeding aanvaarden of weigeren. Geven zij binnen dien termijn geen kennis van hunne weigering, dan wordt de vergoeding als vast aanzien.

ART. 39.

De geschillen over de vergoedingen evenals de toepassing van de voorwaarden der opeischung, worden voorgelegd aan een scheidsrechterlijk Comité bestaande uit vijf leden, en voor gezeten door den Algemeen Bestuurder bij het Zeewezen of, zoo deze laatste belet is, door den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen. en Telegrafen.

Er worden één of meer plaatsver-

bres suppléants; ils pourront remplacer les membres absents ou récusés.

Les membres effectifs ou suppléants du Comité seront désignés par Arrêté Royal. Parmi les membres effectifs et parmi les membres suppléants se trouvera un militaire.

Le siège du Comité est à Anvers, mais en cas de nécessité un arrêté ministériel peut déplacer le siège du Comité.

Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Comité délibère valablement lorsque trois de ses membres sont présents.

Il ne statuera qu'après avoir entendu les intéressés qui auront comparu soit en personne, soit par fondé de pouvoir spécial. Il pourra avoir recours à des mesures d'instruction et notamment à des expertises.

Le Comité est dispensé de toute formalité quelconque de procédure. Il porte sa décision à la connaissance des intéressés par simple lettre à délivrer contre accusé de réception.

La décision est susceptible d'appel devant la cour d'appel du ressort endéans les trois mois de la notification de la décision de la Commission arbitrale,

ART. 40.

Il est toutefois loisible aux intéressés de décliner la compétence du Comité. Ils devront le faire d'une manière expresse dans le délai de trois mois prévu à l'article 38. En pareil cas le litige

van nende leden aangesteld, zij mogen de afwezige of gewraakte leden vervangen.

De werkelijke of plaatsvervangende leden van het Comitéit worden aangesteld bij Koninklijke Besluit. Een der werkelijke leden en één der plaatsvervangende leden moet een militair zijn.

Het Comitéit zetelt te Antwerpen doch, ingeval van nood, kan een Ministerieel besluit den zetel van het Comitéit verplaatsen.

De beslissingen van het Comitéit worden genomen bij meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is die van den voorzitter overwegend. Het Comitéit beraadslaagt op geldige wijze wanneer drie der leden aanwezig zijn.

Het doet slechts uitspraak na onderhoor der belanghebbenden die, het zij persoonlijk, hetzij door een bijzonderen volmachthouder, moeten verschijnen. Het mag onderzoeksmaatregelen treffen en inzonderheid, zijnen toevlucht nemen tot deskundige schattingen. Het Comitéit is vrij van onverschillig welke rechtsverplegingsvormen. Het deelt zijne beslissing mede aan de belanghebbenden bij gewonen brief, af te geven tegen ontvangstbewijs.

Er kan tegen die beslissing beroep aange teekend worden voor het Beroepshof van het rechtsgebied, binnen de drie maanden, na de kennisgeving van de beslissing der scheidsrechterlijke Commissie.

ART. 40.

De belanghebbenden kunnen echter de bevoegdheid van het Comitéit wraken. Zij moeten zulks doen op uitdrukkelijke wijze binnen den in artikel 38 voorzienen termijn van drie maanden.

sera déferé au juge de paix du canton du port d'attache et, à défaut de port d'attache en Belgique, au juge de paix du 1^{er} canton d'Anvers. L'article 16 de la présente loi restera applicable.

ART. 41.

Le Comité donne son avis sur toutes les questions relatives à la gestion des navires belges, affectés aux transports de l'État ou réquisitionnés qui lui sont soumises par le Ministre des chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

ART. 42.

Le refus de satisfaire à une réquisition régulièrement faite par les autorités indiquées à l'article 34 sera puni conformément aux articles 26 à 29 de la présente loi, sans préjudice de l'application du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande, de la loi du 20 sept. 1903 et des autres loi maritimes.

ART. 43.

Tout individu belge ou étranger qui aura commis hors du territoire du royaume l'infraction prévue par l'article précédent pourra être poursuivi devant tout tribunal correctionnel belge.

CHAPITRE IX.

Dispositions générales.

ART. 44.

Un Arrêté Royal prescrira les mesures nécessaires pour l'exécution de la pré-

In zulk geval wordt het geschil verwezen tot den vrederechter van het kanton der moederhaven, en bij gebreke aan eene moederhaven in *België*, tot den vrederechter van het 1^{ste} kanton van Antwerpen. Artikel 16 van onderhavige wet blijft toepasselijk.

ART. 41.

Het Comité brengt advies uit over al de vraagpunten betreffende het beheer der Belgische schepen, dienende tot Staatsvervoer of opgeëischt, die haar voorgelegd worden door den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

ART. 42.

De weigering om gevolg te geven aan eene door in de artikel 34 opgegeven overheden regelmatig gedane opëisching, wordt gestraft, overeenkomstig artikelen 26 tot 29 van onderhavige wet, onverminderd de toepassing van het Tucht- en Strafwetboek voor de Koopvaardijvloot, van de wet van 20 September 1903 en der andere zee-wetten.

ART. 43.

Ieder Belg of vreemdeling die buiten het Rijksgebied, de bij voorgaand artikel voorziene overtreding heeft bedreven, kan voor iedere Belgische boetstraffelijke rechtbank vervolgd worden.

HOOFDSTUK IX.

Algemeene bepalingen.

ART. 44.

Een Koninklijk Besluit zal de noodige maatregelen voorschrijven ter uitvoe-

sente loi, et déterminera la forme et la nature des imprimés et pièces dont la production est nécessaire.

Les offres de toute nature utiles pour l'Armée, même faites à titre gratuit, sont acceptées sous forme de réquisition conformément aux dispositions du Chapitre IV.

ART. 45.

Sont abrogés, en ce qui concerne les réquisitions militaires, la loi du 14 août 1887, les arrêtés-loi du 2 février 1916, du 28 avril 1916, du 4 août 1917 et toutes dispositions contraires à la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 16 juillet 1921.

ring der onderhavige wet, en den vorm en den aard vaststellen der drukwerken en stukken die hoeven ingediend te worden.

De tot het leger nuttige aanbiedingen van allen aard, zelfs zonder betaling gedaan, worden aanvaard onder vorm van opeiseling, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV.

ART. 45.

De wet van 14 Augustus 1887, de besluitwetten van 2 Februari 1916, van 28 April 1916, van 4 Augustus 1917 en alle met de onderhavige wet strijdige beschikkingen worden ingetrokken, wat de militaire opeiselingen betreft.

Gegeven te Brussel, den 16^e Juli 1921.

ALBERT

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

Enfin, il convient de supprimer tout délai de paiement pour rémunération des services d'ouvriers, de conducteurs de véhicules, etc., réquisitionnés et qui n'ont que leur salaire journalier pour subsister.

Ces salaires seront payés par les soins de ceux qui emploient les salariés.

Enfin, quelles que soient les mesures prises pour activer la liquidation des indemnités, il pourra se faire que des paiements ne seront pas effectués dans les délais prévus. Le prestataire ne doit pas souffrir des retards qui seraient ainsi apportés à la liquidation; aussi, il est prévu que les indemnités dues pour réquisitions militaires porteront intérêt au taux légal civil à compter de l'expiration du sixième mois de la fourniture (sauf si par suite de l'invasion du territoire par l'ennemi, il est impossible au Ministère de la Défense Nationale de se tenir en relation avec les prestataires).

3° Contestations.

La juridiction de droit commun est maintenue attendu que les juges ordinaires qui connaissent le mieux les conditions locales paraissent plus à même de décider au sujet des contestations que les juges spéciaux qui abordent un domaine qui leur est souvent étranger.

Toutefois, en ce qui concerne l'évaluation des indemnités dues pour des réquisitions maritimes (bâtiments de mer et bateaux d'intérieur) et les réquisitions relatives à la mobilisation industrielle (établissements industriels, carrières, mines, minières, etc...) Il a été reconnu nécessaire d'instituer des commissions *arbitrales* composées de membres compétents, soit en matière maritime, soit en matière industrielle : elles permettront une liquidation rapide des indemnités et établiront l'unité de vue.

L'article 4 du présent projet de loi a été libellé de manière à éviter le retour des contestations qui se sont produites au sujet de l'application de l'article 4 de la loi de 1887 qui se bornait à dire que le Ministre de la Guerre pouvait requérir moyennant *indemnité*.

La loi française du 3 juillet 1877, dans son article 2 dit, d'une façon claire, que le texte de notre loi de 1887, ce qu'il faut entendre par indemnité. C'est d'après la loi française, l'indemnité représentative de la valeur des prestations; cependant il pourrait encore rester une certaine ambiguïté, aussi afin de permettre au magistrat de fixer cette indemnité d'une façon précise, le texte proposé fixe le moment auquel il faut se placer pour apprécier le montant de l'indemnité.

Il met un terme, par l'adjonction des mots « à l'exécution des bénéfices » à certaines interprétations extensives du texte que certains magistrats ont cru pouvoir faire en allouant une indemnité même pour les bénéfices que les prestataires escomptaient si la chose prestée était restée en leur possession.

4° Dispositions pénales.

Il est évident que la plus grande partie des citoyens sont animés de sentiments patriotiques et accepteront de bonne grâce les réquisitions auxquelles ils seront éventuellement soumis.

Il faut prévoir toutefois des sanctions :

a) Pour les actes de mauvais vouloir, heureusement rares qui auraient pour résultat de nous mettre en état d'infériorité vis-à-vis de l'ennemi.

b) A l'égard de ceux qui exerceraient illégalement le droit de réquisition.

Les amendes prévues par la loi de 1887 sont manifestement trop faibles et il a été jugé nécessaire d'augmenter sensiblement le taux de ces amendes, afin de prévenir autant que possible tout acte de mauvais vouloir et tout abus.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JULI 1921.

ONTWERP VAN WET OP DE MILITAIRE OPEISCHINGEN

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat ik de eer heb aan uwe beraadslagingen voor te leggen, heeft ten doel de wet van 14^e Augustus 1887, betreffende de « Inkwartiering der op marsch of in kantonnement zijnde troepen, en de militaire verstrekkingen » bij te werken, nader te verklaren en aan te vullen.

De wet van 1887 was opgevat in een zeer milden geest, het huidig ontwerp behoudt den vorm en de beschikkingen van die wet.

Rekening houdend met de oorlogservaring, verwezenlijkt het ontwerp, onder meer, de volgende verbeteringen.

1^o Voordeelen uit Militair oogpunt.

De wet van 1887 geeft nauwkeurig de opeiseringen op die in oorlogstijd mochten gedaan worden.

De bij artikel 4 dezer wet voorziene beschikkingen zijn onvoldoende geworden, zoodra de mobilisatie is bevolen moet het leger, *tegen vergoeding*, al het personeel, de dieren en allerlei materiëel kunnen bekomen, noodzakelijk om het aan te vullen en het op oorlogsvoet te onderhouden.

Er dient, bovendien, rekening gehouden met zekere omstandigheden, waarin een deel van het leger in de noodzakelijkheid kan verkeerren zijn toevlucht te nemen, tot de opeiseringen, zooals in oorlogstijd.

Artikel 6 der wet van 1887 somde de voorwaarden op, waarin deze opeischingen mochten gedaan worden, en artikel 55 van het Koninklijk Besluit ter regeling van de uitvoering der wet bepaalde nauwkeurig de tijdperken die, krachtens article 6 der wet, als oorlogstijd dienden gehouden.

In den bestaanden toestand, hoeft men, buitendien de omstandigheden te voorzien waarin wij uit de verdragen volgende verplichtingen zouden moeten naleven,

zekere werken uitvoeren en maatregelen treffen in verband met 's lands verdediging, of voor alle andere reden van militairen aard.

Deze tijdperken, die niet « a priori » mogen vastgesteld worden, zullen, in gemeen overleg, bepaald worden door de Ministers van Landsverdediging en van Binnenlandsche Zaken, die de burgerlijke en militaire overheden er zullen van verwittigen. Artikel 7 van het ontwerp is in dien zin opgesteld.

2° Voordeelen uit burgerlijk oogpunt.

Het ligt zonneklaar voor de hand dat de militaire overheid in oorlogstijd moet kunnen beschikken over al het noodige om de zegevierende verdediging van het vaderland te verzekeren, maar de opeischingen moeten, nochtans, zoo geschieden, zonder het land uit te putten en zonder nadeel voor de belangen der bijzonderen.

Het onderhavig ontwerp huldigt deze grondbeginselen. Inderdaad :

1° Wat de private nijverheidsinrichtingen, mijnen, ertsgroeven, steengroeven, enz. betreft waarover het leger moet kunnen beschikken, moest er nog een conflict uitbreken, wordt er bij artikel 4 voorzien dat een Koninklijk Besluit, genomen op voorstel van den Minister van Landsverdediging en van de bevoegde Ministers op nijverheidsgebied (Minister van Nijverheid, Arbeiden en Bevoorrading en Minister van Economische Zaken) de opeischingsvoorwaarden zal vaststellen.

2° Artikel 4 bevat een beschikking die voor gevolg heeft de burgers niet te berooven van hunne middelen van bestaan, verwarming, slapen en allerlei kleeën.

3° Artikel 6 voorziet dat een Koninklijk Besluit de overheden met opeischingsrecht zal aanduiden.

Onwettige opeischingen vallen dus niet te vreezen, en er worden strafmaatregelen voorzien voor diegenen, die het opeischingsrecht mochten misbruiken.

4° Er worden maatregelen voorzien opdat de vergoedingen zoodra mogelijk uitbetaald worden

Onder den veldtocht is het herhaalde malen gebleken dat stoffelijke oorzaken (verwijdering van het kantonement der eenheid, afwezigheid van den gemeentebestuurder die moet ontvangen, overijld vertrek der eenheid, 's nachts, enz...) den Commandant eener eenheid beletten de voor zijne opeischingen verschuldigde vergoedingen te vereffenen.

Zoo zijn er klachten geweest, betalingen werden twee maal gedaan, enz. Een eenvoudig grondbeginsel is beter gebleken. « De Militaire Overheid bepaalt er zich bij een opeischingsbevel te geven en een ontvangstbewijs af te leveren. Dit ontvangstbewijs wordt door het gemeentebestuur overgezonden tot het Ministerie van Landsverdediging dat de belanghebbenden betaalt ».

Bovendien is het, om de vereffening der opeischingen te bespoedigen, wenschelijk twee soorten van opeischingsstaten in te voeren, één voor de gewone opeischingen, waarvoor een tarief zal vastgesteld worden bij een ter uitvoering van artikel 6 der wet genomen Koninklijk Besluit, en één voor de niet getarifeerde opeischingen.

Ten slotte, is het gepast alle betalingsuitstel af te schaffen voor het werkloon van het opgeëischt werkvolk, de voerlieden, enz. die niets hebben dan hun daghuur om te bestaan.

Deze loonen worden uitbetaald door toedoen van hen bij wie de arbeiders aan 't werk zijn.

Ten slotte welke ook de getroffen maatregelen zijn om de vereffening der vergoedingen te bespoedigen, kan het gebeuren dat zekere betalingen niet geschieden binnen de voorziene termijnen, de verstrekker moet de gevolgen niet dragen der vertragingen welke de vereffening aldus zou ondergaan. Ook wordt er voorzien dat de wegens militaire opeischingen verschuldigde vergoedingen, interest zullen opbrengen tegen den wettelijken burgerlijken rentevoet, te rekenen van het verstrijken van de zesde maand der levering (behalve het geval waarin het Ministerie van Landsverdediging uit oorzaak der overrompeling van het grondgebied door den vijand in de onmogelijkheid verkeert zich met de verstrekkers in betrekking te houden).

3^e Betwistingen.

De rechtspleging in zake gemeen recht, blijft gehandhaafd aangezien de gewone rechters, die het best de plaatselijke toestanden kennen, beter in staat schijnen om uitspraak te doen over de geschillen, dan de bijzondere rechters die in een vak gewikkeld worden dat hun dikwijls onbekend is.

Nochtans, wat de raming der wegens zeevaart opeischingen verschuldigde vergoedingen aangaat (zee- en binnenschepen) en de opeischingen betreffende de nijverheidsmobilisatie (nijverheidsinrichtingen, steengroeven, mijnen, erts-groeven, enz.), werd het noodzakelijk bevonden scheid rechterlijke commissies in te stellen, samengesteld uit bevoegde leden, hetzij op zeevaarkundig, hetzij op nijverheidsgebied, daardoor zullen de vergoedingen spoedig vereffend zijn en zal er eenheid komen in de zienswijze.

Artikel 4 van onderhavig wetsontwerp werd zoo opgesteld dat de betwistingen worden vermeden die zijn opgerezen over de toepassing van artikel 4 der wet van 1887, hetwelk er zich bij bepaalde te zeggen dat de Minister van Oorlog mocht opeischen mits *vergoeding*.

In haar artikel 2 zegt de Fransche wet van 3^e Juli 1877, duidelijker dan de tekst onzer wet van 1887, wat er dient verstaan onder vergoeding. Volgens de Fransche wet, is het de als waarde der verstrekkingen geldende vergoeding, er zou echter, nog zekere dubbelzinnigheid kunnen blijven, ook bepaalt de voorgestelde tekst, om den magistraat in staat te stellen, het bedrag der vergoeding juist te bepalen, het oogenblik dat men dient te beschouwen om het bedrag der vergoeding te schatten.

Door het bijvoegen der woorden « met uitsluiting van winst » stelt de nieuwe tekst een einde aan zekere tekstverklaringen in ruimeren zin, die sommige magistraten hebben gemeend er mogen aan te geven, en een vergoeding toe te kennen zelfsvoor de winsten waarop de verstrekkers vooruit rekenden, ware het verstrekte goed in hun bezit gebleven.

4° Strafbepalingen.

Het is onbetwistbaar dat de meeste burgers bezielde zijn met vaderlandslievende gevoelens en gewillig de opeischingen zullen aannemen die hun, desgevallend, mochten opgelegd worden.

Er dienen nochtans, strafmaatregelen voorzien :

- a) Voor daden van slechten wil, gelukkig zeldzaam, die voor gevolg zouden hebben ons in staat, van minderheid te stellen tegenover den vijand.
- b) Ten opzichte van hen, die het opeischingsrecht onwettig uitoefenen.

De bij de wet van 1887 voorziene boeten zijn blijkbaar te licht, en het werd noodzakelijk bevonden het bedrag dezer boeten merkkelijk te verhoogen om alle daad van slechten wil en alle misbruik zooveel mogelijk voorkomen.

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.
